

responsabilité envers notre peuple. Le gouvernement canadien a pour fonction de prendre soin des affaires de notre pays et de résoudre ses problèmes conformément à ses besoins et à ses vœux. Après quoi, nous pourrions nous consacrer un peu à l'aide extérieure. A mon avis, on devrait dès maintenant la réduire. Le ministre ne devrait pas recourir au prétexte de la gravité de notre situation financière pour pressurer davantage les contribuables. Comme ils ne peuvent plus le supporter, ils vont commencer à protester et je ne les en blâme pas.

Certains commentateurs ont dit à la radio que le Ralliement des créditistes appuierait peut-être le gouvernement sur cette mesure, mais ils feraient mieux d'y regarder à deux fois. Nous avons bien clairement indiqué que nous n'approuvions pas cet impôt; d'ailleurs nous sommes adversaires de toute imposition. A mon avis, le vote de l'autre jour ne visait pas la surtaxe elle-même. Notre parti va s'opposer à cette mesure du ministre des Finances et à tout projet semblable. Ces commentateurs devraient vérifier leurs renseignements, car ils peuvent s'attendre à l'opposition des membres de notre parti lors de ce vote-ci.

Bien que le ministre exhorte le peuple à la modération pour combattre l'inflation, je voudrais faire comprendre au gouvernement que des mesures de ce genre, comme il le sait fort bien, contribuent directement à la hausse des prix et à l'inflation elle-même. Aussi longtemps qu'il maintiendra cette attitude l'inflation va s'accroître.

Les méthodes que nous avons employées sont celles du 19^e siècle. Elles ont entraîné une succession de désastres. C'est pourquoi nous devons songer à les modifier et à chercher d'autres moyens de régler nos problèmes. On dirait que le gouvernement hésite à accepter toute solution simple, car la complexité de la situation actuelle résulte de leurs propres manœuvres.

Le gouvernement me fait penser aux savants du 19^e siècle, l'un des plus piètres de l'histoire dans le domaine scientifique. Par exemple, si vos idées ne concordent pas avec celles des membres de l'Académie des sciences, vous risquez le bûcher. Vous n'aviez donc qu'à vous soumettre. Il en va de même du gouvernement. Il a tissé sa propre toile d'araignée et si quelqu'un propose une solution toute simple pour régler l'essentiel du problème, le gouvernement ne veut pas l'accepter sous prétexte que les économistes ne l'approuveront pas.

[M. Langlois (Mégantic).]

Monsieur le président, je fais mes propres réserves sur les économistes. Il y en a à l'édifice de l'Est, ainsi qu'à l'édifice de l'Ouest, mais les uns et les autres ont des idées différentes et offrent leurs propres solutions pour régler le même problème. A la Chambre, nous avons peut-être une demi-douzaine d'économistes, mais ils ne s'entendent pas. Ils parlent d'hypothèses et, sur ce point, je nourris ma petite hypothèse à moi.

Les médecins, qu'ils soient de l'URSS ou des États-Unis, nous disent tous que le cœur est situé à gauche. Le fait est prouvé. Mais les théories économiques diffèrent entre elles comme le jour et la nuit. C'est pourquoi elles m'inspirent des doutes. Nous devrions aborder nos problèmes économiques d'une façon orthodoxe. Nous devrions simplement user de sens commun.

A l'heure actuelle, notre économie est une sorte d'annexe de l'économie américaine remodelée par la guerre du Vietnam. Nous savons que lorsque le président des États-Unis est enrhumé, nous éternuons. Nous devons un jour être indépendants. Nous devons être capables d'agir par nous-mêmes, de compter sur nos propres concitoyens, sur nos propres ressources naturelles et de résoudre nos propres problèmes. Au lieu d'être le feu-arrière d'une automobile, nous devons en être le phare et savoir où nous allons. Quand les Canadiens en seront là, ils auront plus confiance dans le Parlement et dans leurs élus. Mais cela ne se produira pas avant que nous ayons modifié nos méthodes et cessé de soumettre la population à des pressions qu'elle n'aime pas plus que nous. Et c'est au nom de cette population que nous allons résister à celles qu'elle subit.

• (3.30 p.m.)

Mme MacInnis: Monsieur le président, je plains tous ceux qui doivent rester ici et écouter le débat. Je ne me reproche pas d'avoir pris bien peu du temps de la Chambre depuis Noël. Les gens de ma circonscription m'ont élue pour les représenter et participer au débat sur les questions importantes. Voici, je pense, une des mesures dont ils veulent que je parle; je compte le faire, peu importe combien cela peut ennuyer certains députés.

Un matin, il y a quelques jours, j'ai entendu un commentateur de nouvelles déclarer que, selon le ministre des Finances, le Parlement, s'était rendu compte après la récente défaite du gouvernement, qu'il devait agir de façon responsable. Je me suis alors